

COMMUNAUTÉ**SERVICES DE GARDE****Approuvée le 24 avril 1999****Révisée le 26 mars 2021****Prochaine révision en 2024-2025****Page 1 de 2****PRÉAMBULE**

Le Conseil scolaire Viamonde (Conseil) reconnaît l'importance de permettre aux enfants de sa communauté de bénéficier d'un service de garde en français dans ses installations scolaires, favorisant ainsi l'intégration optimale de l'enfant à l'école.

Le Conseil reconnaît que les services de garde agréés agissent comme fournisseurs de services indépendants qui adhèrent à la vision, mission et aux valeurs du Conseil. Tous les services de garde agréés qui opèrent dans les locaux du Conseil offrent des programmes et services de qualité en français.

DÉFINITIONS

Accord de licence : Protocole d'entente entre le Conseil et le fournisseur de service de garde agréé qui permet à celui-ci d'opérer le service de garde sur les lieux du Conseil en définissant les modalités.

Service de garde agréé : service de garde opéré par un organisme à but non lucratif qui détient un permis d'exploitation de garderie selon la *Loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance* (ci-après nommé « service de garde »).

PRINCIPES DIRECTEURS

Le Conseil reconnaît que les programmes et services pour la garde d'enfants et la petite enfance contribuent au développement langagier des enfants et offrent des expériences qui produiront des résultats positifs sur les plans de l'apprentissage, du développement, de la santé et du bien-être des enfants et enrichissent ainsi le rôle éducatif de l'école.

Le Conseil et ses écoles s'engagent à assurer une communication ouverte et continue avec les services de garde au sein de ses écoles afin de promouvoir un sens de communauté et un partenariat solide, et d'assurer un partenariat solide, et d'assurer un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire qui permettra l'épanouissement de tous.

MODALITÉS

1. Le Conseil s'engage à fournir des locaux pour des services de garde francophones dans toutes ses écoles, là où l'espace le permet. Lors de la construction ou rénovation d'une école élémentaire, le Conseil s'engage, dans la mesure du possible, à prévoir des espaces de garderie et travaille avec le Ministère et la municipalité pour obtenir le financement et les approbations nécessaires.
2. Le Conseil et les fournisseurs de services de garde signent un Accord de licence exposant les termes et conditions de l'entente ainsi que les espaces occupés.

COMMUNAUTÉ

SERVICES DE GARDE

Page 2 de 2

3. Le fournisseur des services de garde doit être couvert par des assurances conformément aux exigences de l'Accord de licence.
4. Tous les services de garde dans les écoles du Conseil sont des services agréés, qui répondent aux exigences de qualité des municipalités dans lesquelles ils opèrent et mettent en œuvre les fondements du programme *Comment apprend-on ? Pédagogie de l'Ontario pour la petite enfance (2014)*.
5. Le Conseil se réserve le droit d'exiger des frais raisonnables pour les coûts d'entretien des espaces utilisés et pour les coûts encourus en dehors des heures normales d'utilisation ou pendant les journées fériées, du personnel de la conciergerie.

RÉFÉRENCES

Loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance

Comment apprend-on? Pédagogie de l'Ontario pour la petite enfance (2014).